

## RÉGULATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

## Les mécanismes existent en Algérie mais...

**Les mécanismes de régulation économique et financière existent en Algérie même si leur efficacité reste à déterminer. Le plafonnement budgétaire est opportun, estime l'universitaire Sid-Ali Boukrami.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** -Quelle éthique pour l'activité, l'institution ou la norme financière et économique ? Formulée ainsi ou autrement, cette question a été soulevée hier lors d'un séminaire international organisé par l'Institut d'économie douanière et fiscale (IEDF) en son siège à Koléa.

Consacré à la thématique de «l'Éthique et la Finance» et ouvert aux étudiants de l'institut algéro-tunisien, ce séminaire a été animé par deux universitaires et praticiens français. L'opportunité de débattre avec l'universitaire Gérard Blanc, professeur émérite de la Faculté de Droit et des Sciences politiques – Ex-Marseille Université, de la relation entre l'éthique, la régulation et la réglementation dans les institutions financières, et avec Alain Charny, expert-comptable et expert judiciaire, de la question de l'éthique et de la certification des comptes.

Ainsi, les participants ont abordé le rapport entre l'éthique et la déontologie, des concepts relativement généraux, d'ordre tant subjectif, la question de la

morale se posant, qu'objectif, étant assez interdépendants dans la mesure où le premier concept nécessite des instruments normatifs à travers le second. Et cela même si les notions d'éthique, celle de la règle de droit et celle de l'imposition de sanctions ne sont pas toujours concordantes.

Egalement, l'on a évoqué le rôle ou le rapport des professionnels (opérateurs économiques et institutions financières, auxiliaires de justice, experts comptables et autres...) par rapport aux questions d'éthique, de préservation des deniers publics et privés, de lutte contre la corruption et malversations financières. De même, il a été question du rôle de ces professionnels par rapport aux rôles et modes d'intervention des institutions judiciaires, des autorités de contrôle et de régulation administrative et économique et autres autorités politiques. L'occasion égale de débattre de la nature de la relation, du degré d'indépendance entre ces diverses autorités de

contrôle et de régulation financière, à l'aune des expériences européennes et notamment françaises. Et ce dans le contexte où la régulation financière internationale est certes opérante, dans un contexte de crise et de mise en œuvre de diverses mesures d'ordre budgétaire et financier. Mais aussi et comme le relève le professeur des Universités et ancien Secrétaire d'Etat à la Prospective, Sid-Ali Boukrami, dans un contexte marqué par l'«absence de doctrine économique dominante» à l'échelle globale.

Voire, par la prégnance d'une «régulation informelle» qu'il présente comme étant «largement organisée» au niveau de certaines grandes banques internationales et qui semble inhiber l'action des institutions financières. Or, des banques dont la sauvegarde, car celle du système libéral, s'avère incontournable depuis presque une décennie, laisse-t-il entendre.

Approché en marge de ce séminaire, le professeur Boukrami a estimé, en rapport au contexte algérien, que les institutions, les mécanismes de régulation financière et économique

existent. Rappelons en effet que l'Algérie dispose de moult autorités et mécanismes de contrôle, supervision bancaire et financière et de lutte contre la corruption, adossés à un cadre réglementaire et législatif assez important. Citons ainsi la Banque d'Algérie, la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob), l'Inspection générale des finances (IGF), la Cour des comptes, l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), outre l'intervention des directions générale des Douanes, des Impôts et de la Comptabilité, la liste n'étant pas exhaustive, dans la mesure où la régulation est impulsée également dans les secteurs des télécommunications, de la réalisation d'infrastructures et des services publics. Sans se prononcer tacitement sur le fonctionnement de ces mécanismes, l'universitaire Boukrami a laissé néanmoins entendre que l'efficacité de la régulation en Algérie reste à bien déterminer, affiner, voire consolider. Certes, la régulation dans les domaines économique et budgétaire notamment s'opère

selon lui, relevant ainsi plusieurs modèles et «politiques orientées» mais aussi en évoquant la politique monétariste adoptée pour juguler l'inflation et la ramener à des taux baissiers.

Toutefois, la régulation budgétaire reste à consolider par le biais du «plafonnement», Sid-Ali Boukrami prônant une démarche que le Fonds monétaire international (FMI) avait également recommandée récemment. Il s'agit, explicite cet universitaire, de «plafonner le niveau des ressources (financières) fixées en matière de dépenses», d'«arbitrer» en fonction de ce plafond et selon les objectifs et choix de dépenses fixés initialement.

Comme il s'agit d'œuvrer à bien «optimiser» les avoirs extérieurs, notamment les réserves de changes qu'il «ne faut surtout pas toucher», dans la mesure où elles permettent «une marge de manœuvre» à l'extérieur. De même que la nécessité de bien valoriser la dynamique de création de richesses et de croissance économique hors hydrocarbures, d'«utiliser avec parcimonie» cette dernière, s'impose selon Sid-Ali Boukrami.

C. B.

## SALON DE LA FEMME ARTISANE

## Zerhouni appelle à la préservation des métiers

**Pour la ministre du Tourisme, la préservation du patrimoine passe aussi par la valorisation des métiers de l'artisanat et l'encouragement du savoir-faire féminin dans ce domaine. S'exprimant, hier, en marge du Salon national de la femme artisan, Nouria Yamina Zerhouni a appelé à la préservation des métiers.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Nouria Zerhouni a appelé, hier, les femmes artisanes à aller vers une production de qualité et à la préservation des arts ancestraux. Elle dira, de ce fait, qu'il s'agit de léguer aux générations futures le savoir-faire des ancêtres au niveau des différentes régions du pays. Cette approche, selon la ministre, permet aussi d'être

compétitif au niveau des marchés et des expositions au niveau international.

«Il faudrait améliorer de manière constante la qualité des produits», a, à cet effet, déclaré Nouria Yamina Zerhouni. Elle rappellera par ailleurs, les différents dispositifs mis à la disposition des jeunes artisans pour qu'ils organisent leurs activités et

financent leur matériel. Il s'agit notamment de l'Angem et de l'Ansej.

Le Salon national de la femme artisan est organisé par la Chambre de l'artisanat et des métiers de la wilaya d'Alger. Les deux ministres, du Tourisme et de l'Artisanat, ont visité hier les stands des femmes artisanes qui ont présenté des produits allant des vêtements traditionnels aux objets fabriqués avec différentes matières.

La manifestation a regroupé 200 participantes venues des différentes régions du pays. Les instituts d'appui ainsi que les

centres de formation professionnelle ont aussi participé à la manifestation. Lors du Salon, un espace est réservé aux ateliers de démonstration dans plusieurs activités telles que la céramique d'art, la poterie, la vannerie et les pâtes traditionnelles.

Un espace est aussi réservé aux enfants et un autre à la présentation des étapes de création et de gestion de l'entreprise.

Pour les organisateurs de la rencontre, il s'agit de valoriser le travail de la femme artisan. Le Salon prendra fin le dimanche 25 mai.

F.-Z. B.

## CAMPAGNE DE SENSIBILISATION CONTRE LE SIDA

## Le ballon «Protège le goal» fait escale en Algérie

**Sous le thème «de Soweto à Bahia», la tournée mondiale du ballon de foot «Protège le goal» a fait escale en Algérie.**

Ayant démarré de l'Afrique du Sud, lieu de la dernière Coupe du monde de football, le ballon sera signé par tous les chefs d'Etat dont les équipes sont qualifiées au Mondial, avant d'atterrir au Brésil qui abritera la Coupe du monde 2014.

Une manière de montrer leur adhésion à une campagne qui symbolise la volonté de l'Onusida à lutter contre le VIH.

«Nous visons à atteindre zéro nouvelle infection au VIH, zéro discrimination et zéro décès lié au sida», explique le Dr Djibril Diallo, conseiller principal du directeur exécutif de Onusida,

hier au forum d'El Moudjahid à Alger. Selon lui, il ne s'agit pas de s'occuper uniquement de la prévention de cette maladie mais aussi d'utiliser la capacité de mobilisation du football, à l'occasion du Mondial, pour «s'assurer que nous œuvrons pour une génération sans sida».

Il rappelle ainsi que 2 300 jeunes dont l'âge varie de 15 à 24 ans, sont touchés toutes les 24 heures.

Lancée le 5 mars dernier en Afrique du Sud, la campagne «Protège le goal» se poursuit dans les 5 pays d'Afrique qualifiés pour la Coupe du monde du football.

«Nous partons de l'Algérie avec une signature d'or, celle du président de la République, sur le ballon», précise Dr Djibril

Diallo. Le ballon arrivera ainsi le 7 juin prochain dans la ville de Salvador (Brésil) où est prévu le lancement mondial de la campagne «Protège le goal» le 9 juin.

La campagne sera accompagnée par une mobilisation sociale du 12 juin, jour de l'ouverture de la Coupe du monde de football à Sao Paolo, au 13 juillet, jour de la finale à Rio do Janeiro.

«Avec l'appui du gouvernement du Brésil, des camions bien équipés seront mobilisés dans les douze villes où se tiendra la compétition notamment des dépistages volontaires», a-t-il ajouté.

La campagne «Protège le goal» sera d'ailleurs retransmise dans le maximum de pays dont les équipes sont qualifiées au Mondial. «Le ballon signé va être

présenté en septembre prochain au président de l'Assemblée générale des Nations unies et au secrétaire général des Nations unies», dit-il encore.

Pour sa part, la coordinatrice résidente des Nations unies en Algérie, Mme Cristina Amaral, a affirmé que ce message ne va pas s'arrêter avec le Mondial. «C'est juste le premier élan. Le programme des Nations unies pour la lutte contre le VIH va se poursuivre auprès des populations et auprès des jeunes», dit-elle.

Pour elle, les personnes qui vivent avec le VIH ne doivent être «ni discriminées ni stigmatisées». Une mission qui, selon elle, relève de la responsabilité de toute la société.

Rym Nasri

## PÊCHE

## La Chambre algérienne zappe les préoccupations socioprofessionnelles

La 12e session ordinaire de l'assemblée générale de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture a été tenue hier, à Alger, avec la participation de 150 membres représentant 14 wilayas côtières et 7 autres wilayas de l'intérieur du pays. Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de l'évaluation des projets réalisés au titre de l'année 2013, a focalisé sur «les succès» du ministre en charge du secteur, Sid Ahmed Feroukhi, plutôt que sur les préoccupations socioprofessionnelles des gens du métier.

Interrogé, le président de ladite Chambre, Akab Chouaïb, a même dû inventer un argument pour ce qui est des préoccupations des consommateurs quant à la cherté du prix du poisson sur le marché algérien : «c'est le cas de tous les pays méditerranéens où le poisson est de moins en moins disponible. Il faut savoir que la pêche dans le Bassin méditerranéen est restreinte par des lois qui ne nous permettent pas de couvrir les besoins des consommateurs». Il est à signaler que la sardine, ordinairement le poisson du pauvre, n'est pas descendue de la barre des 400 DA depuis plusieurs mois.

M. M.